

PORTANT MISE EN SENS UNIQUE D'UNE RUE

LE MAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, et R.412-28 ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu l'arrêté municipal n°AP-2014-0010 en date du 31 janvier 2014 instaurant un sens unique de circulation sur l'avenue des lauriers, dans sa partie comprise entre le boulevard Guillemain et l'avenue Jéliotte ;
Considérant les travaux de réaménagement de l'avenue des lauriers, dans sa partie comprise entre le boulevard Guillemain et la rue d'Artagnan ;
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le sens de circulation de l'avenue des lauriers ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – Les dispositions de l'arrêté municipal n°AP-2014-0010 en date du 31 janvier 2014 qui instaurent un sens unique de circulation sur l'avenue des lauriers, dans sa partie comprise entre le boulevard Guillemain et l'avenue Jéliotte sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Un sens unique de circulation est instauré avenue des lauriers, dans sa partie comprise entre l'avenue Bié Moulié et l'avenue Jéliotte dans le sens avenue Bié Moulié vers l'avenue Jéliotte.

ARTICLE 3 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 4 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

23 MAI 2024

Pau, le **23 MAI 2024**


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire